

## Non à la guerre en Irak

### Arrêt immédiat de l'escalade

### Levée immédiate de l'embargo

Le 15 février, à l'appel notamment des syndicats, du Parti socialiste, des milliers et des milliers de salariés, de jeunes manifesteront à Berne contre la guerre.

Au moment où l'administration Bush a décidé de programmer cette guerre, la position prise par les organisations ouvrières se révèle déterminante. Ainsi, le groupe parlementaire du PS déclare en vue de cette manifestation qu'il " *rejette avec véhémence toute guerre contre l'Irak. Les arguments avancés à l'appui de cette guerre par l'administration des Etats-Unis ne sont pas recevables* ". (communiqué PSS du 8 février 2003).

Le rejet de cette guerre est présent aussi dans la manifestation, soudaine et spontanée de 4000 jeunes, rassemblés à Genève le 31 janvier dernier, elle exprime à son tour l'engagement d'une génération contre la guerre.

Pour le mouvement ouvrier comme pour la jeunesse, rien ne saurait justifier la guerre en Irak. En effet, pour l'immense majorité du peuple suisse, comme pour l'ensemble des peuples d'Europe " *les arguments avancés sont irrecevables* ". Une attaque de l'administration Bush contre l'Irak, avec ou sans l'aval de l'ONU, ne doit pas être. D'ailleurs, en quoi le fait que l'ONU déciderait l'intervention, pourrait justifier le massacre du peuple irakien ?

#### Editorial

### La guerre et la place des organisations ouvrières

par Alexandre Anor

Pour le mouvement ouvrier et pour les peuples, c'est la paix qui est en jeu aujourd'hui. En manifestant contre la guerre le 15 février, des dizaines de milliers de travailleurs avec leurs syndicats vont établir un pont avec la mobilisation des travailleurs et du peuple américain. Avec la constitution, le 11 janvier à Chicago, de la coalition de syndicats *US Labor Against War* (Travailleurs américains contre la guerre) forte de plus de 4 millions de syndiqués, l'opposition du mouvement ouvrier américain à la guerre prend une ampleur sans précédent. Engagé contre l'escalade meurtrière de l'administration Bush, le syndicat des doc-

kers de San Francisco déclare : " *Nous voulons arrêter la guerre avant qu'elle ne commence. Les dirigeants syndicaux ont la responsabilité d'informer les travailleurs. Les premières victimes de la guerre ce sont les filles et les fils de la classe ouvrière.* "

Aux Etats-Unis, comme dans la " vieille Europe ", les travailleurs et les peuples disent " Non à la guerre ". C'est pourquoi, l'Entente internationale des travailleurs et des peuples en conclusion de la conférence internationale d'urgence contre la guerre qui s'est tenue à Paris les 23 et 24 janvier, a pris l'initiative de constituer le comité : " *Mouvement ouvrier international contre la guerre* ".

La conférence a adopté un manifeste qui précise la place que la coalition *US Labor Against War* joue au sein du mouvement ouvrier américain, elle déclare : " *Oui, c'est la place des organisations ouvrières dans chaque pays de prendre la tête de la mobilisation contre la guerre, c'est à dire pour la justice sociale et les droits ouvriers* ". Oui, c'est également la place du mouvement ouvrier en Suisse d'être à la tête des mobilisations contre la guerre. C'est pour cela que nous entendons faire connaître l'initiative prise par l'Entente internationale ainsi que toute initiative contre la guerre et ce, avant même qu'elle ne commence.

## Non à la guerre, non à la déréglementation Bas les pattes devant les richesses de l'humanité, bas les pattes devant les droits ouvriers

### Eux...

■ La guerre réclamée avec acharnement par l'administration américaine n'a pas pour fonction de défendre la « liberté » ou la « démocratie », voire la « paix et la stabilité dans le monde ».

Les compagnies pétrolières, les multinationales, les spéculateurs réclament la guerre parce que c'est la seule façon de redresser les profits capitalistes mis à mal par la crise permanente du système.

Le pétrole irakien, c'est une manne de 50 milliards par année, pour l'instant contrôlée virtuellement par des compagnies françaises, russes et chinoises, qui attendent patiemment la levée de l'embargo.

L'invasion de l'Irak, c'est la promesse de progression de l'ordre de 60% pour les titres en bourses de certaines compagnies US.

### ... et nous

■ De l'autre côté, il y a ceux qui subissent la guerre, au premier rang desquels le peuple irakien, brutalement agressé, massacré, dépouillé, plongé dans la barbarie... après les peuples afghan, yougoslave, somali, et tant d'autres... et qui vient ensuite ? La dislocation de tous les Etats nationaux et la remise en cause de leur souveraineté est, de fait, mise à l'ordre du jour par l'impérialisme US et sa « guerre inédite et longue » depuis le 11 septembre. Et il y a ceux qui paient l'effort de guerre au prix fort. Il y a évidemment le peuple américain, qui est saigné à blanc

pour permettre le financement de l'effort de guerre (plus d'un milliard de dollars par jour !) et qui est en première ligne quand il s'agit de « relancer la croissance » de la bourse en « rétablissant la confiance » des investisseurs – c'est à dire en subissant une exploitation à chaque fois plus effroyable.

Mais il y a également l'ensemble des peuples de la planète, qui seront amenés à faire les frais de cette guerre. Aucun ne sera épargné. L'économie, les multinationales américaines ont besoin des plus grands sacrifices de la part de tous. Par exemple, pour ce qui est de la Suisse, la presse indique que « le prix indirect à payer par la population suisse en cas de déclenchement d'une guerre de courte durée en Irak est désormais mesurable. On peut l'estimer entre 800 et 900 millions de francs pour la seule année 2003 ».

Pour tous les capitalistes, la guerre est nécessaire pour rétablir les profits mis à mal par la crise économique. Elle est nécessaire pour mettre au pas les peuples et la classe ouvrière qui veulent résister face à la politique de déréglementation.

Mais qui peut croire que la guerre apportera une solution à cette crise ? Elle ne peut que l'exacerber au contraire, appelant de nouvelles guerres et de nouvelles attaques contre les conquêtes démocratiques et sociales.

La réponse à la guerre, c'est la construction de l'internationale ouvrière. C'est le combat pour la constitution d'un comité international « mouvement ouvrier contre la guerre » (voir dans ces pages).

## Revue de presse : la soif de pillage

**E**n première page du *Temps*, le 12 février, on peut lire, sans surprise, que « l'or noir représente l'un des enjeux majeurs d'un éventuel conflit en Irak (...) l'Irak est la deuxième réserve mondiale de pétrole, et les Etats-Unis (...) ont placé en tête de leurs priorités de politique étrangère l'accès aux ressources énergétiques. Prendre le contrôle de l'Irak, c'est surtout mettre la main sur un énorme chantier pour l'industrie pétrolière. (...) Le problème pour les Etats-Unis, c'est que, depuis dix ans, ils sont tenus à distance de ce gâteau, à l'écart des contrats pétroliers que se partagent, pour l'heure, du moins virtuellement, des sociétés rus-

ses, françaises et chinoises... » Les compagnies pétrolières américaines, et, derrière elles, toutes les multinationales frappées brutalement – à l'instar d'Enron et de dizaines d'autres – par la crise du capitalisme, réclament qu'on ouvre par les armes la manne pétrolière irakienne. Sans compter les marchands de canons.

Les « marchés », (ceux qui investissent en bourse, pariant sur les perspectives de profits futurs, et qui ont perdu en moyenne 20% de leurs investissements depuis une année), eux aussi, réclament à corps et à cris l'intervention en Irak. *Newsweek*, hebdomadaire américain, insistait récemment sur le fait que « les hommes d'affaires aux Etats-Unis et en Europe demandent une guerre contre l'Irak pour faire

redémarrer l'économie » (cité par *Le Temps* du 10 février). Et de rappeler qu'il y a treize ans, la première guerre contre l'Irak avait ouvert une période d'une dizaine d'années de « prospérité ». Pour les peuples, il faut comprendre « dix ans de profits faramineux en bourse nourris par une politique systématique de pillage et de déréglementation dans tous les secteurs ».

Le directeur général de l'OMC lui-même est acquis à la cause d'une guerre contre l'Irak : « Elle sera suivie par une forte reprise des affaires. Les marchés connaîtront une nette amélioration ; les coûts de l'énergie, des transports, des assurances baisseront et favoriseront la reprise... » (*Le Temps*, 12 février 2003). Dans le même ordre d'idées, Allan

Greenspan, patron de la Réserve fédérale (banque centrale américaine), expliquait le 12 février que « La reprise économique devrait s'accélérer aux Etats-Unis une fois levées les incertitudes sur une guerre en Irak » autrement dit, après la guerre. (*Tribune de Genève*, 12 février 2003)

« Bank of America estime que les actions américaines des services pétroliers s'apprécieront en moyenne de 33% sur les 12 prochains mois (...) elle recommande de miser en particulier sur Patterson Utilities, qu'elle voit s'apprécier de 60%, suivie de BJ Services (+18%), Ensc International (+44%) et Rowan Companies (+54%) » (*Le Temps*, 12 février 2003).

C'est écoeurant et odieux !

M.R.

# Le monde entier mobilisé contre la guerre

## US labor against War (USLAW)

■ Le 11 janvier dernier, une coalition du mouvement ouvrier contre la guerre (US labor against war) s'est constituée à Chicago, aux Etats-Unis, à l'initiative de représentants d'organisations syndicales regroupant plus de deux millions d'adhérents.

**E**n moins d'un mois, à tous les niveaux, des dizaines de syndicats représentant plus de 4 millions de syndiqués l'ont rejointe.

Michel Eisenscher, l'un des fondateurs du Comité, expliquait dans un courrier adressé à l'Entente:

«Il n'est pas besoin de dire que ce fait n'a pas de précédent et exprime un tournant significatif de la position du mouvement ouvrier par rapport à la politique extérieure des États-Unis en général et plus particulièrement par rapport à la stratégie du gouvernement Bush de double guerre (contre le monde et contre les travailleurs).»

Dans un autre cadre, ce même syndicaliste affirmait:

«Si nous comparons avec l'opposition à n'importe quelle autre guerre dans les derniers 50 ans, l'opposition ouvrière a surgi plus rapidement, avec plus de clarté et plus d'influence qu'à n'importe quelle autre guerre. (...)

Les travailleurs et le mouvement ouvrier sont en train de voir 75 ans de progrès en proie à l'érosion et la destruction. Cela s'ajoute à la mémoire que cette administration n'a pas été élue par le peuple, mais par la Cour Suprême, et qu'elle est arrivée au pouvoir sur la base des votes volés et d'un scrutin manipulé comme quoi vous avez plein de raisons pour que beaucoup de monde, de tous bords, sentent des malaises, des doutes, voir

de l'indignation.

Un nombre croissant ont commencé à voir que lorsque le gouvernement parle de sa capacité de mener une guerre sur plusieurs fronts, il pense à une guerre contre le monde et à une guerre contre les travailleurs.

Dans l'opposition ouvrière, il y a beaucoup de courants différents. Notre tâche est de bâtir une tente assez large pour les intégrer tous, et les centaines de milliers en plus qui ne se sont pas encore opposés ouvertement à la guerre mais qui peuvent être gagnés pour le faire, sans demander à personne d'abandonner ses principes pour y entrer. Ce que nous cherchons est une unité fondée sur les principes. Plutôt que de faire attention à nos différences, concentrons-nous sur la recherche du terrain commun que nous tous pouvons occuper en construisant la résistance populaire à cette folie.»

### L'USS soutient la manifestation contre la guerre qui menace l'Irak

■ Lors de sa réunion du 29 janvier 2003, le Comité de l'Union syndicale suisse (USS) a décidé de soutenir la manifestation qui se tiendra le 15 février à Berne contre la guerre qui menace l'Irak.

L'USS rejette cette guerre parce qu'elle est par définition opposée au recours à la guerre pour résoudre des conflits;

parce qu'une guerre au Moyen Orient menacerait la paix dans le monde et déboucherait sur une inacceptable catastrophe humanitaire, politique, sociale, écologique et économique;

### Manifeste de USLAW

■ «Les adhérents et responsables syndicaux ont la responsabilité d'informer tout le peuple travailleur sur les questions concernant leurs vies, leur travail et leurs familles, et de se faire entendre dans le débat national sur ces questions; que les victimes principales de toute action militaire en Irak seront les enfants des familles de la classe ouvrière faisant le service militaire, ainsi que des civils irakiens innocents qui ont déjà autant souffert; qu'aucune querelle ne nous oppose aux hommes, femmes et enfants normaux de la classe ouvrière d'Irak, ni d'aucun autre pays; que les milliards de dollars dépensés pour organiser et réaliser cette guerre sont enlevés de nos écoles, nos hôpitaux et notre Sécurité Sociale; que la guerre est un prétexte pour attaquer les droits des travailleurs, les droits démocratique.»

### Manifestation de jeunes à Genève

**L**e mercredi 31 janvier, des milliers de jeunes, pour la plupart des collégiens, se sont regroupés dans une manifestation spontanée contre la guerre en Irak.

Le *Courrier* du 12 février qui revient sur l'événement le commente ainsi: «Un grain de sable peut enrayner la machine infernale (...) Sans avoir sollicité l'autorisation de se rassembler, 4000 jeunes de Genève, la plupart entre 14 et 18 ans, ont quitté, le 31 janvier, leurs écoles pour manifester massivement et pacifiquement leur opposition à la guerre programmée. Cette manifestation, auto-organisée et auto-convoquée a traversé la capitale internationale des droits de l'Homme, s'est arrêtée devant le siège de l'OMC, au Palais des Nations (siège européen de l'ONU) et s'est dirigée vers la mission permanente des USA auprès des organisations internationales, bâtiment qui, depuis des années, est interdit aux manifestations par les autorités genevoises.

La police genevoise avait improvisé un barrage pour empêcher les manifestants de se rendre devant la représentation américaine. Face à ce barrage, les manifestants se sont assis, ont délibéré, et ont décidé de se rendre «quand même» devant la mission américaine. Pacifiquement, mains levées, ils ont forcé le barrage de la police.»

Les jeunes ne veulent pas de l'avenir que leur réserve le capitalisme.

Ils ont les moyens de résister, de forcer les barrages!

Ils doivent constituer leurs propres organisations, en toute indépendance, pour défendre leur droit à un avenir!

Ce faisant, ils défendront l'avenir de l'humanité entière!

parce que cette guerre aggraverait les problèmes planétaires toujours sans solution que sont l'injustice, la faim, la pauvreté et la crise économique et ne constitue aucunement une réponse à la terreur dans le monde..

L'USS appelle ses membres à participer à la manifestation contre la guerre du 15 février à Berne. (...)

La manifestation contre la guerre aura lieu le 15 février 2003 à Berne (départ à 13h30 à la Schützenmatte).

30 janvier 2003

Service de presse USS

Pour un comité international du "Mouvement ouvrier contre la guerre"

## Manifeste du comité «Le mouvement ouvrier international contre la guerre»

■ Les 23 et 24 janvier derniers s'est tenue à Paris une conférence internationale d'urgence contre la guerre, réunissant des délégués de 25 pays. Les délégués ont discuté des mesures à prendre, dans chaque pays, pour lutter contre la guerre. Ils ont adopté un manifeste qui se conclut ainsi: «Nous affirmons notre confiance dans la capacité des peuples du monde entier à se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, leur capacité à édifier un monde, où la collaboration harmonieuse entre les nations et les travailleurs se substituera au monde de barbarie dans lequel on voudrait nous entraîner. Personne ne peut savoir la forme exacte que prendront les événements dans les jours, les semaines, les mois qui viennent, mais nous prenons l'engagement, quelles que soient les circonstances, de poursuivre ce qui a été entrepris. Nous prenons l'engagement de poursuivre pour empêcher l'écrasement du peuple irakien». *La guerre sert à poursuivre et à aggraver, dans tous les pays, la politique de liquidation des conquêtes et de pillage des ressources. Partout, elle se traduit d'ores et déjà par une brutale offensive contre les conditions de travail, contre les conquêtes sociales et les conquêtes de la démocratie. Partout, les travailleurs et les peuples cherchent à dresser leur mobilisation contre la guerre et la déréglementation. Nous appelons les organisations du mouvement ouvrier à prendre une place d'avant-garde dans le combat contre la guerre !*

### Guerre ou paix ? C'est la question à plus importante

La guerre préparée par l'administration Bush contre l'Irak, avec le soutien de nombre de gouvernements du monde entier et des institutions internationales (ONU, OTAN, FMI, Banque mondiale, OMC), ce n'est pas n'importe quelle guerre.

Nous, délégués d'organisations ouvrières (...) réunis à Paris ce jour, 24 janvier 2003, en une conférence internationale d'urgence contre la guerre et l'exploitation, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, nous sommes engagés, dans nos pays respectifs, dans le combat de défense des droits ouvriers, sociaux, démocratiques et de l'indépendance des organisations ouvrières. Nous avons débattu de la situation. Sur la base des faits, nous affirmons solennellement que tous les discours selon lesquels la guerre qui se prépare aurait pour motif la défense de la liberté et de la démocratie sont contraires à la réalité. (...)

Une guerre contre l'Irak ne serait pas une guerre pour la démocratie, mais contre l'indépendance et la souveraineté nationales. (...) Cela serait vrai également dans tous les pays où, au nom de la guerre en préparation et de la prétendue "lutte contre le terrorisme", les mesures attentatoires aux libertés et à la démocratie se multiplient.

Une guerre contre l'Irak serait avant tout une guerre de dépeçage des nations. Les plans officiels concernant l'avenir de l'Irak "d'après-guerre", prévoient l'éclatement de la nation irakienne en 4, 6 ou 7 morceaux, pour lesquels les prétextes seront trouvés dans des critères "ethniques", "religieux" et autres.

Dans le monde entier, face aux peuples qui affirment leur volonté de constituer des nations libres et souveraines,

l'impérialisme mondial veut imposer le démantèlement des nations. C'est l'Irak, mais c'est aussi le cas en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Europe. (...)

Au moment où l'Europe des régions veut démanteler les nations européennes, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, dénonce la France et l'Allemagne comme étant "la vieille Europe". La "nouvelle Europe", selon Bush, c'est celle où les huit pays d'Europe centrale admis dans l'élargissement ont d'abord adhéré à l'OTAN ; c'est une Europe intégrée à l'OTAN, qui l'intègre à la guerre.

### Que cherchent-ils ?

Si on dépèce l'Irak en sept "Etats", cela sera plus facile pour piller le pétrole que s'il existe une seule nation irakienne unie et souveraine ! Une fois l'Irak dépecée, ce sera le début du démantèlement de toutes les nations de la région; aucune ne sera à l'abri : de la Turquie à l'Afghanistan, de la Syrie aux républiques d'Asie centrale. C'est un processus dont personne ne peut dire ni quand ni où il s'arrêtera.

Une France ou une Allemagne disloquées par régions, cela rendra bien plus facile la remise en cause de tous les droits arrachés par les travailleurs dans le cadre de la nation : Codes du travail, conventions collectives, régimes de protection sociale !

(...) Et tout cela pour quoi ? Nous le savons, il s'agit là de la mise en œuvre des plans du FMI, de l'Union européenne, de la Banque mondiale, de l'OMC, de l'ALENA-NAFTA (et, concernant les Amériques, de la menace de l'ALCA-FTAA), plans tous dictés par le système d'oppression et d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production. C'est cela l'objectif annoncé par l'administration Bush : la guerre sans fin, au nom du combat contre le terrorisme. Hier, l'Afgha-

nistan, aujourd'hui, l'Irak et, demain, quel pays, quel peuple ? À travers ces plans, il s'agit d'imposer la déréglementation, la privatisation, la remise en cause de tous les droits et la désindustrialisation. Et ils voudraient, en plus, enchaîner les organisations ouvrières à cette politique de destruction !

### Les peuples disent "Non à la guerre !"

Les résultats, nous les connaissons déjà : deux milliards d'êtres humains survivent avec moins d'un dollar par jour (...) L'ensemble des Etats africains, de l'Amérique latine, de l'Asie, de l'Europe de l'Est sont écrasés par le poids d'une dette extérieure qui souvent exige d'eux de payer plus de 40 % du budget national pour honorer les intérêts. (...)

Nos frères et sœurs du mouvement ouvrier américain indiquent une voie qui doit inspirer le mouvement ouvrier international. Oui, c'est la place des organisations ouvrières dans chaque pays de prendre la tête de la mobilisation contre la guerre, c'est-à-dire pour la justice sociale et les droits ouvriers. Pour notre part, nous décidons de former ensemble ce comité "Le mouvement ouvrier international contre la guerre".

Notre comité ne se constitue ni en opposition, ni en concurrence avec aucune organisation, ni aucune initiative contre la guerre. Il s'agit pour nous de contribuer à unir tous les efforts. Rien n'est plus important que la paix. (...)

### A bas la guerre ! A bas l'exploitation !

Ce manifeste a été contresigné à l'issue de la conférence internationale contre la guerre, à Paris, le 24 janvier 2003.

Pour adresse: Roberto Tornamira  
rtornamira@madrid.ugt.org  
et Luis González  
luisgon@arrakis.es

Pour un comité international du " Mouvement ouvrier contre la guerre "

## La discussion de la Conférence internationale d'urgence contre la guerre

**B**las Ortega, militant de l'UGT en Espagne, explique: " Aznar a besoin de la guerre pour empêcher la lutte commune des travailleurs de nos pays contre tous les plans de régression sociale. Le mouvement ouvrier et ses organisations doivent occuper une place d'avant-garde. A la suite de délégations de syndicalistes de différentes organisations au siège du gouvernement pour dire "Non à la guerre, pas une peseta pour la guerre, pas un Espagnol mobilisé!", nous avons constitué un collectif de syndicalistes contre la guerre.

Nous nous adressons à la conférence pour proposer que se constitue un comité international "Le mouvement ouvrier contre la guerre". Un tel comité pourrait aider les organisations ouvrières à organiser le combat d'unité contre la guerre. "

Pour **Tiayni Lybon Mabasa**, président du Socialist Labor Party of Azania (SOPA), "quand Bush a dit que cette guerre est sans limite et sans frontière, on s'est demandé si elle était si loin de nous. Quand elle a pour but le contrôle absolu sur le pétrole, c'est un défi pour nous tous. La guerre ne s'arrêtera pas à l'Irak. "

**Klauss Schüller**, militant du DGB et du SPD d'Allemagne, en apportant le salut des travailleurs de son pays, rappelle les manifestations contre la guerre qui s'y sont déroulées: "La résistance grandit. Le DGB se doit d'être à la pointe du combat contre la guerre."

Les intervenants, tous engagés dans leur pays dans le combat contre la guerre, ont rappelé la situation qui était faite partout aux travailleurs. "L'Inde a déjà payé un lourd tribut après la première guerre en Irak", rappelait un représentant de ce pays, **Nambiath Vasudevan**, secrétaire du syndicat Blue Star en Inde. « Obligée de contracter une lourde dette auprès du FMI, ce der-

nier a imposé ses propres convictions, entraînant des souffrances aggravées pour la population. "

"La guerre qui se prépare est une guerre contre tous les peuples", rappelait **Richard Tiendrebeogo**, qui intervenait au nom de la CGT du Burkina Faso

Répondant aux délégués tunisiens et au message envoyé par un militant ouvrier marocain, **Louisa Hanoune**, porte-parole du Parti des travailleurs d'Algérie et députée à l'Assemblée nationale de ce pays, a déclaré: "Depuis douze ans, la mobilisation des travailleurs algériens n'a pas cessé pour empêcher la privatisation des richesses de l'Algérie et la destruction de la nation. L'UGTA, à travers toutes les grèves, a pris sa place dans ces combats. Malgré les massacres, les disparitions, la mobilisation ne s'est pas arrêtée."

**Pavlusko Imsirovic**, militant de l'Alliance politique ouvrière, Yougoslavie, a rappelé le démantèlement et la dislocation des Etats balkaniques, qui étaient le véritable enjeu de la guerre menée en Yougoslavie

**Vitali Kulik**, de l'union Borotba (Ukraine), a expliqué: l'impérialisme veut "Forcer le gouvernement ukrainien à accepter la pénétration du capital européen et américain,

la création de conditions favorables aux multinationales et, pour cela, il faut liquider les îlots qui restent des conquêtes de la révolution d'Octobre: la médecine gratuite, l'enseignement gratuit, le système de Sécurité sociale. Depuis douze ans, ces droits et conquêtes sont soumis à une entreprise de destruction systématique. Mais pour Bush, ce processus est encore trop lent.

La majorité des Ukrainiens ne soutiennent pas la guerre. (...). Les travailleurs et les groupes comme le mien qui manifestent leur opposition à la guerre ont besoin d'un soutien international."

**Saman Mudunkotuwege**, JVP, Sri Lanka, informait la conférence que " le 12 octobre dernier, nous avons appelé avec les autres partis de gauche et les organisations syndicales à une grande manifestation contre la guerre en Irak, devant l'ambassade des Etats-Unis. Il y avait plus de 20 000 manifestants (...). Au Sri Lanka, nous sommes confrontés à deux problèmes: le premier, c'est la privatisation. (...). Le deuxième problème est celui de notre souveraineté nationale. Il y a un mouvement séparatiste réactionnaire, qui accepte l'économie de marché et vient d'an-

►►► suite en page 6

En constituant notre comité international, nous nous prononçons :

■ pour l'arrêt immédiat de l'escalade militaire contre l'Irak ;

■ pour la levée immédiate de l'embargo et des sanctions qui frappent le peuple irakien ;

■ pour la suppression des budgets militaires et l'affectation de ces sommes à des budgets de paix, de protection sociale et d'éducation ;

■ pour le démantèlement des bases militaires dans le monde et le retour de toutes les troupes dans leur pays d'origine ;

■ pour le respect de l'unité et de la souveraineté des nations, contre toute forme d'"ingérence", de quelque ordre que ce soit, visant au dépeçage des nations ;

■ pour l'unité des travailleurs et des peuples, qui est seule à même d'empêcher les plans meurtriers qui menacent la civilisation humaine toute entière.

Délégués venus de:

Allemagne,  
Belgique,  
Espagne, France,  
Grande-Bretagne,  
Grèce, Italie,  
Portugal,  
Roumanie,  
Ukraine, Yougoslavie,  
Afrique du Sud,  
Algérie,  
Burkina Faso,  
Burundi,  
Cameroun,  
Tchad, Tunisie,  
Brésil,  
Etats-Unis, Guadeloupe,  
Martinique,  
Bangladesh,  
Inde, Sri Lanka,  
messages de soutien de:  
Corée,  
Hong-Kong, Pakistan,  
Congo, Maroc,  
Chili, Costa Rica,  
Equateur,  
Mexique, Suisse.

Prix de soutien: 50 francs

### Abonnez-vous!

Je m'abonne au Journal de l'Union des cercles  
pour une politique ouvrière  
20 numéros: 30 francs (pli fermé)

Nom, prénom ..... Talon à envoyer à:  
Adresse ..... UCPO • case postale 1  
1211 Genève 28  
Localité ..... Versements:  
CCP No 12-67458-3

## Le partenariat pour la Paix de l'OTAN, c'est quoi ?

**A**u moment où un conflit armé entre les USA et l'Irak semble inéluctable, il me paraît nécessaire de rappeler, qu'en automne 1996, le Conseil fédéral décidait le principe de l'adhésion de notre pays au Partenariat Pour la Paix (PPP) de l'OTAN. Cette décision incombaît au seul Conseil fédéral, mais par souci de transparence, les Chambres fédérales ont été consultées. Le 22 octobre 1996, le chef du Département fédéral de la Défense, de la Protection Civile et des Sports (DFDPPS), Adolf Ogi, a donné à Genève, pour l'Association Suisse de Politique étrangère, une allocution pour exposer à quoi nous engageait cette adhésion, qui est maintenant chose faite, et quels seraient ses avantages pour Genève et la Suisse.

Notre pays s'est engagé, par sa signature, à faciliter toutes les opérations du maintien de la paix, c'est-à-dire de l'imposition de la paix, bien que le terme d'imposition de la paix ne soit pas mentionné par l'OTAN. L'engagement de notre armée ne pourra se faire que sur la décision du Conseil fédéral. Monsieur Ogi a bien souligné que nous ne serons jamais obligés d'intervenir militairement contre notre gré. Mais le fait d'être partenaire nous empêchera toujours d'être adversaire.

Monsieur Ogi dit qu'il a signé cet accord parce que la Suisse n'est pas un pays de lâches et qu'elle veut participer à la paix... Je dirais qu'il ne faut pas beaucoup de courage pour s'associer à la plus grande puissance politique et militaire du monde. Quelle paix voulons-nous défendre ? Celle imposée par les pays riches. Le PPP est une émanation de l'OTAN, bloc militaire issu de la guerre froide entièrement dominé par les Etats-Unis. Rappelons que les Etats-Unis ont refusé le traité interdisant l'usage des mines antipersonnel, ont refusé les décisions du Conseil de Sécurité

de l'ONU lorsqu'ils ont été condamnés pour le blocus du Nicaragua et pour leur soutien armé à la *Contra*, qu'ils refusent aussi d'appliquer à Israël les décisions du Conseil de Sécurité. Lorsqu'Adolf Ogi parle du respect des mesures écologiques, souvenons-nous que les Etats-Unis ont refusé les traités pour la suppression des émanations responsables du réchauffement de la planète.

Puisque la Turquie fait partie de l'OTAN, nous devons nous demander quelle sorte de paix elle apporte au peuple kurde... Si nous voulons participer à des missions de paix, il n'est pas nécessaire de faire partie du PPP. Comme l'a dit Monsieur Ogi, nos bérêts jaunes ont été hautement appréciés en Bosnie. Nous ne faisons pas encore partie du PPP. Nous pouvons aussi envoyer, sous l'égide de l'ONU, des équipes médicales. La Suisse possède aussi une organisation de soutien en cas de catastrophes. Nous n'avons donc pas besoin d'appartenir au PPP pour préserver la paix.

En octobre 2000, Monsieur Ogi a accueilli le secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson, en ces termes : *"Lord Robertson est chez nous en tant que partenaire."* Les discussions entre les deux hommes ont porté sur une intensification des relations entre Berne et l'OTAN.

Des exercices de ravitaillement en vol entre des avions suisses FA 18 et des avions français C35 ont eu lieu sur notre territoire. C'est avec un sans-gêne scandaleux, au mépris de notre neutralité, que notre armée effectue des exercices avec des pays de l'OTAN. Est-ce une manière déguisée de préparer notre entrée à l'OTAN ?

Non, ce PPP ne servira ni la paix, ni Genève, ni la Suisse qui, en prenant parti pour la plus grande puissance militaire du monde, risque d'attirer chez nous le terrorisme qui a, jusqu'à ce jour, épargné notre pays.

Les terroristes, qu'est-ce que c'est ? Ce sont des soldats comme les autres, mais qui, pour défendre ce qu'ils estiment être leur droit, n'ont pas les moyens d'avoir des blindés, des avions et des navires de guerre. Ils proviennent le plus souvent de populations opprimées et désespérées depuis plusieurs générations et acceptent de participer aux opérations les plus sanguinaires en pensant que c'est le seul moyen de sortir de leur misère.

Aujourd'hui, notre pays est membre de l'ONU. Souhaitons que notre camarade Micheline Calmy-Rey, genevoise et socialiste, se souviendra que les socialistes sont tous disci-

ples de Jaurès, pacifiste assassiné pour ses convictions. Que notre devoir de socialistes ne se borne pas à défendre les intérêts des prolétaires de notre pays, que nous chantons, chaque premier mai, l'Internationale, ce qui nous engage à défendre tous les opprimés de la planète et qui l'est inadmissible, pour nous, socialistes, de voir notre pays s'associer à la plus grande puissance capitaliste et militaire, responsable de la misère du monde, même si cette association peut nous sembler favorable à court terme.

**François Courvoisier**  
Ancien député  
Membre du PS genevois

## La discussion de la Conférence internationale

►►► suite de la page 5

*noncer sa collaboration avec George W. Bush dans la guerre contre l'Irak et en Afghanistan."*

**Clarence Thomas**, responsable du syndicat des dockers de San Francisco, a affirmé, pour sa part, avec une émotion visible : *"C'est un honneur pour moi d'être présent à cette conférence. Pour le mouvement ouvrier américain et international, c'est un moment crucial. Les premiers résultats de cette conférence me confortent, elle va renforcer le combat que nous menons. Seuls la solidarité et le combat ouvrier international peuvent mettre en échec cette guerre."*

Préparée dans des conditions difficiles, soutenue par de nombreux messages de militants n'ayant pu venir à Paris, cette conférence d'urgence est un véritable succès, un point d'appui important pour la poursuite du combat contre la

guerre.

Lors de sa conclusion, **Daniel Gluckstein** expliquait : *"Que chacun fasse connaître le manifeste, que la discussion se mène, que les initiatives se prennent. Nous ne lâcherons pas. Nous sommes également lucides, car nous savons qu'il y a des obstacles venant du sein même des organisations ouvrières."*

*La question de l'indépendance des organisations ouvrières est cruciale et leur engagement dans le combat contre la guerre est déterminant. Ce comité, qui n'est en concurrence avec aucune autre initiative contre la guerre, est un point d'appui pour le combat. Nous le mènerons jusqu'au bout. Et si, demain, les bombes s'abatent sur le peuple irakien, nous poursuivrons avec acharnement ce combat contre la guerre, pour la démocratie, pour les droits ouvriers et contre l'exploitation."*

## Pour un comité international de jeunes contre la guerre

**D**es jeunes des Etats-Unis, d'Ukraine, d'Espagne et de France, ont participé à la conférence internationale d'urgence convoquée les 23 et 24 janvier par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Ils affirment :

*«Les jeunes comme les peuples du monde entier ne veulent pas la guerre !*

*Non ! Nous n'acceptons pas que Bush et les institutions internationales (le FMI, l'ONU, l'Union Européenne)*

*décident de massacrer un peuple pour les seuls intérêts des multinationales du pétrole.*

*Non ! Nous n'acceptons pas qu'une goutte de sang soit versée pour permettre à Bush de contrôler les puits de pétrole irakien.*

*Non ! nous n'acceptons pas que des dizaines, des centaines de milliers de jeunes soient envoyés tuer d'autres jeunes. Ils ont raison les syndicalistes américains de dire que la guerre qui menace c'est une guerre contre l'Irak, mais aussi*

*une guerre "intérieure". Oui, la guerre contre l'Irak est utilisée pour mener une deuxième guerre, une guerre contre la jeunesse et les travailleurs. (...)*

*Non ! Nous n'acceptons pas la guerre et nous n'acceptons pas qu'on nous refuse le droit à un avenir ! L'argent pour la fac, pour l'école, pour du travail, pas pour la guerre ! Nous devons empêcher cette guerre ! Parce que cette guerre est une attaque contre nous dans tous les pays, nous devons la*

*combattre dans tous les pays ! Nous proposons à tous les jeunes, dans le monde entier, aux organisations de jeunes de constituer ensemble le Comité de Liaison International des Jeunes contre la Guerre et de rédiger un bulletin international régulier donnant des informations et rendant compte des différentes initiatives prises dans le monde entier.*

**Se renseigner auprès de EIJ, c/o Laetitia Vincensini, IRJ@wanadoo.fr**

## Questions à Jean Clivaz

Syndicaliste, ancien directeur des PTT

**Tu dis dans un article paru dans *Travail & transport*, que le gouvernement ne peut pas nous imposer de nouvelles structures contre l'avis du peuple. C'est juste, mais malgré le recul du gouvernement La Poste affirme toujours sa volonté de restructurer. Tandis que le démantèlement des assurances sociales se poursuit...**

■ La restructuration de La Poste, dans son ensemble et pas seulement la réduction de centres de tri des lettres, découle de la réforme introduite en 1998, voulue par la direction d'alors, selon le modèle bruxellois de l'Union européenne.

La situation des assurances sociales et les transformations de La Poste sont deux choses totalement différentes. Toutefois, en réalité, la dégradation des services postaux a aussi des incidences d'ordre social, car la diminution des prestations et la hausse des tarifs touchent avant tout les

catégories de la population les moins favorisées

**Allons-nous laisser le gouvernement poursuivre cette politique de démantèlement ?**

■ L'auteur des détériorations intervenues ces dernières années est moins le gouvernement que le parlement. C'est en effet celui-ci qui a pris les principales décisions négatives en allant souvent plus loin que le Conseil fédéral. Ca été le cas en particulier lors des débats concernant le budget de la Confédération. Le rapport des forces au parlement, je le répète, est déterminant pour freiner ou mettre fin à une évolution inacceptable dans un pays qui regorge d'argent. Mais la lutte sur un autre terrain est également possible et doit être envisagée si nécessaire.

**Le comité en défense des services publics propose d'ouvrir la discussion pour aller vers un gouverne-**

**ment PS qui mette un coup d'arrêt au démantèlement social. Que penses-tu de cette initiative ?**

■ Je suis favorable à toute discussion visant à créer les conditions pour plus de justice sociale. Mais il faut voir les choses comme elles sont, avec réalisme. Un gouvernement socialiste ou à majorité de gauche est impensable dans ce pays à l'heure actuelle, compte tenu du climat politique qui y règne. D'ailleurs, ce qui s'est passé durant les années 90 en Europe, au sein de L'UE, où presque partout des gouvernements socialistes étaient encore au pouvoir, ne parle guère en faveur d'une telle évolution chez nous. Ce qui s'impose c'est donc un travail en profondeur des syndicats et de la gauche politique pour faire prendre conscience à la majorité des citoyens et citoyennes de la nécessité absolue de changer de politique.

propos recueillis par Alexandre Anor

**IMPRESSUM**  
Herausgeber:  
Michel Gindrat

**Redaktionskomitee:**

Alexandre Anor  
Paul Bayard  
Christof Berger  
Luc Deley  
Marzia Fiastrri  
Simone Girodo  
Antonio Herranz  
Daniel Hofer  
Claude Iseli  
Max Robert  
Michel Zimmermann

**Redaktion und Verwaltung:**

Vereinigung Arbeitskreise  
für Arbeitnehmerpolitik  
Postfach 1  
1211 Genf 28  
PC-Konto 12-67458-3  
Fax: 022-733 87 31  
www.ucpo.ch

## Für eine sozialdemokratische Regierung, die die Interessen der Bevölkerungsmehrheit vertritt, für die Verteidigung des Service Public und gegen die Privatisierungen.

Am 22. September folgte eine Mehrheit der Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern den Aufrufen des SGB, der SPS und anderer Kräfte und lehnte die Liberalisierung des Strommarktes ab. Mit ihrer Ablehnung des EMG zeigte diese Mehrheit ihre Opposition gegen die Privatisierungs- und Abbaupolitik des Bundesrates. Dieser Widerstand zeigt sich auch in den Hunderttausenden von Unterschriften auf vielfältigen Initiativen und Petitionen für die Rettung bestimmter Poststellen und in der Mobilisierung von 20'000 Angestellten des Kantons Bern gegen die Budgetkürzungen und den Stellenabbau in der kantonalen Verwaltung.

Entgegen dem Volkswillen hat der Bundesrat unmittelbar nach der Abstimmung seine Absicht mitgeteilt, den Abbau des Service Public weiterzubetreiben. Unmittelbar nach der Abstimmung verlautbarte das UVEK: „Die Liberalisierung wird schrittweise weitergeführt“. Im Namen des Bundesrates und gegen die Positionen der SP hat das UVEK dem Parlament eine Verordnung zur erneuten Senkung des Postmonopols vorgelegt. Der Bundesrat hört nicht auf die Bevölkerung. Er handelt ausschliesslich nach den Interessen der Finanzwelt. Er verweigert eine transparente Information über die Verhandlungen zum Abkommen über den Handel und den öffentlichen Dienst (WTO/GATS). Er unterwirft sich den Direktiven und dem Terminplan der Europäischen Union.

Im Rahmen seines Jahreskongresses hat der SGB seine „Leitlinien zur Infrastrukturpolitik“ angenommen, in der man folgendes lesen kann: „Die Europäische Union (EU) macht mit verschiedenen Richt-

linien die Liberalisierung der öffentlichen Dienste zu einem wesentlichen Bestandteil ihrer Binnenmarktpolitik. [...] Die Liberalisierung ist so die eigentliche Gegenkraft gegen das politische und soziale vereinigte Europa. Ihr Ziel ist es, die Telecom- und Energiemärkte schnell und vollständig zu öffnen, bei der Post sukzessive die reservierten Dienste (Monopol) aufzuheben und auch die Schienennetze Drittanbietern zugänglich zu machen.“ In der Schweiz, wie in allen europäischen Ländern, stösst die „Liberalisierung“, d.h. der Abbau des Service Public, auf den erbitterten Widerstand der Arbeiterinnen und Arbeiter und ihrer Gewerkschaften.

Im Papier des SGB wird präzisiert: „Unser Bundesstaat gründete 1848 auf den Werten der französischen Revolution. Der demokratisch verfasste Staat wurde von seinen mündigen Bürgern und ihren Eliten als Leistungsstaat geschaffen. [...] Öffentliche Dienste gehören allen. Übersie identifizieren sich die Bürgerinnen und Bürger mit dem Staat. Hier entstehen sichtbare und nützliche Leistungen. Es besteht ein Anrecht aller darauf.“ Oder anders ausgedrückt: Mit der fortschreitenden Privatisierungspolitik und dem Abbau des Service Public stellt der Bundesrat unsere Demokratie und den nationalen Zusammenhalt in Frage!

Diese Politik darf so nicht weitergehen! In einem Jahr werden wir unsere VolksvertreterInnen neu wählen. Kann die Regierung während diesem Jahr seine Angriffe auf den Service Public weiterführen und verstärken? Wir erwarten dass sozialdemokratische Minister im Bereich der öffentlichen Dienste den

Willen der Bevölkerung respektieren, wie es die SP und die Gewerkschaften fordern.

In einem Editorial des „*Evénement Syndical*“ vertrat Jean-Claude Rennwald, Vizepräsident des SGB und Nationalrat SP, den Standpunkt, dass die SP lautstark betonen soll, dass ihre MinisterInnen weitere Liberalisierungen zum Beispiel der Post nicht mehr hinnehmen werden und dass nicht hinter der 11. AHV-Revision stehen.

Die SP und die Gewerkschaften haben Stellung gegen die Privatisierung des letzten Kilometers der Swisscom und gegen die Absenkung des Postmonopols bezogen. Sie verlangen den Rückzug des Plans zur Schliessung der 18 Briefzentren, die Tausende von Entlassungen zur Folge hätte. Im Wahlprogramm der SP wird betont, wie wichtig die Erhaltung der aktuellen Poststellendichte ist. Die SP und der SGB verlangen ausserdem, dass die SBB in der öffentlichen Hand verbleibt und bekämpft die geplante Trennung von Infrastruktur und Bahnbetrieb.

In ihrem Kommuniké zur EMG-Abstimmung bezeichnete sich die SP als „*Partei des Service Public*“. Und es besteht nach dieser Abstimmung kein Zweifel mehr, dass die Bevölkerung, die Arbeiterinnen und Arbeiter, bereit sind, die SP in dieser Richtung zu unterstützen. Am Rednerpult des Kongresses meinte Christiane Brunner, SP-Präsidentin: „Hier liegt die Herausforderung, der wir uns im Hinblick auf die eidgenössischen Wahlen stellen wollen. Diese Wahlen werden wir gewinnen!“ Am 22. September haben die Arbeitenden

gemeinsam mit der SPS und dem SGB bewiesen, dass ein Sieg möglich ist.

Der Abbau des Service Public durch den Bundesrat muss gestoppt werden  
Keine Schliessung der Briefzentren (Plan REMA)

■ Die Poststellen dürfen nicht geschlossen werden

■ Die RegierungsvertreterInnen der SP müssen sich an die Positionen der Gewerkschaften und der SPS für die Verteidigung des Service Public halten

■ Für eine andere Mehrheit im Parlament

■ Für eine sozialdemokratische Regierung, die die Interessen der Bevölkerungsmehrheit vertritt und für die Verteidigung des Service Public und gegen Privatisierungen eintritt!

Wir, Gewerkschafts- und SP-Mitglieder, haben beschlossen ein Nationales Komitee zur Verteidigung des Service Public und gegen die Privatisierungen zu gründen. Wir erklären:

Es braucht eine andere Mehrheit, eine andere Regierung. Ein Parlament und ein Regierung, die den Willen der Bevölkerungsmehrheit umsetzen, die für den Service Public und für die Demokratie eintreten und die sich nicht den europäischen Liberalisierungsdirektiven unterwerfen.

Die Regierung darf den Staat nicht weiter abbauen. Wir werden alles in unser Macht stehende unternehmen, um gemeinsam mit den Organisationen der ArbeiterInnenbewegung dafür zu kämpfen, gegen die Schliessung der Briefzentren, dass die Poststellen nicht geschlossen werden und das alle anderen Pri-

SWISSCOM

Protestpause bei Cablex

## Freistellungspraxis bei Swisscom

vatisierungspläne fallengelassen werden.

■ Wir beschliessen im Juni eine Nationale Konferenz für die Verteidigung des Service Public und gegen die Privatisierungen zu organisieren.

Wir rufen alle die mit dieser Deklaration einverstanden sind dazu auf, dem Organisationskomitee beizutreten.

### ErstunterzeichnerInnen

- Alexandre Anor**,  
Redaktionskomitee des  
Journal, Genf, **Jean-Marc  
Baume**,  
Gewerkschaftssekretär  
Kommunikation, Jura, **Paul  
Bayard**,  
Redaktionskomitee des  
Journal, Bern, **Christof  
Berger**,  
Gewerkschaftssekretär  
Comedia, Bern, **Charles  
Beer**,  
Gewerkschaftssekretär,  
Genf, **Jean-Marc Borgeat**,  
Gewerkschaftssekretär  
Kommunikation, Neuchâtel,  
**Jean Clivaz**, ehemaliger  
Präsident SEV, Bern,  
**François Courvoisier**,  
ehemaliger Abgeordneter,  
Genf, **Adriano Cramer**,  
Abgeordneter, Neuchâtel,  
**Luc Deley**, Gewerkschafter  
VPOD, Genf, **Jean-  
François Donzé**, Präsident  
der Region Arc Jurassien  
der Gewerkschaft  
Kommunikation, **Michel  
Gindrat**,  
Redaktionskomitee des  
Journal, Neuchâtel, **Vincent  
Leggiero**, Gewerkschafter  
SEV-TPG, Genf, **Jean-  
Claude Rennwald**, SP  
Nationalrat, Vizepräsident  
SGB, Jura, **Jacques Robert**,  
Gewerkschaftssekretär,  
Genf, **Max Robert**,  
Gewerkschafter  
Bildungswesen, Genf,  
**Roland Seiler**, Präsident der  
Vereinigung Bernischer  
Angestelltenverbände VBA,  
**Doris Schüepp**,  
Generalsekretärin VPOD,  
Zürich, **Rolf Zimmermann**,  
Gewerkschaftssekretär, Bern

Redaktionskomitee  
des Journal  
Postfach 1  
1211 Genève 28  
alex.anor@bluewin.ch

**M**it einer Protestpause wehrten sich am vergangenen Montag einige hundert Mitarbeiter von Cablex AG (einer 100% - Tochter von Swisscom) gegen die Freistellung des Präsidenten der Betriebskommission. Mit diesem Vorgehen verletzt die Cablex AG die Mitwirkungsrechte der Mitarbeitenden und stellt die Legitimität der Betriebskommissionen innerhalb der Swisscomgruppe in Frage. Der Betroffene ist seit über 20 Jahren Mitarbeiter der Swisscom AG, Vater von drei Kindern und Vorstandsmitglied einer der grössten Sektionen der Gewerkschaft Kommunikation (der früheren PTT-Union). Die Freistellung des Präsidenten der Betriebskommission von Cablex AG zeigt auf, welchen Stellenwert die Swisscom AG ihren Betriebskommissionen beimisst. Der Angriff auf ein Mitglied der Betriebskommission hat zum Ziel, die Betriebskommissionen zu schwächen und ihre Legitimation in Frage zu stellen. Die Gewerkschaft Kommunikation fordert, dass der Betroffene unverzüglich und auf Dauer wieder in seine Funktionen bei der Cablex AG oder in einer anderen, gleichwertigen Funktion innerhalb der Swisscomgruppe eingesetzt wird. Wird diese Forderung nicht erfüllt, stellt dies eine schwerwiegende Gefährdung der Sozialpartnerschaft dar.

Die Freistellung erfolgte mit dem fadenscheinigen Argument, dass unser Kollege überkapazitär sei; dies, obwohl die Cablex AG gut ausgelastet ist und die Mitarbeiter genügend Arbeit haben. Diese und weitere unverständliche Freistellungen unterhöheln die Mitwirkungsrechte der Mitarbeitenden. Einerseits

müssen sich die Betriebskommissionen exponieren, um die Interessen der Mitarbeitenden wahrzunehmen, andererseits setzen sie sich dadurch selber möglichen Retorsionsmassnahmen der Swisscom AG aus. Die Haltung der Swisscom AG – die im Rahmen der anstehenden Verhandlungen über einen neuen GAV die Tarifkompetenz der Gewerkschaften massiv einschränken will,

dies zu Gunsten der Betriebskommissionen – ist nicht akzeptabel. Die Gewerkschaft Kommunikation wehrt sich entschieden gegen solche Machenschaften und ruft zum aktiven Protest gegen die Entlassung des betroffenen Kollegen auf. Die angesprochenen Protestpause war wohl nur der Anfang einer ganzen Reihe von Aktivitäten, die noch folgen werden.

Subventionspreis: 50 Fr.

## Abonnieren Sie!

Hiermit abonniere ich das Journal der Vereinigung  
der Arbeitskreise für Arbeitnehmerpolitik  
12 Ausgaben: 30 Franken

Name, Vorname .....

Strasse .....

Ort .....

Abschnitt bitte senden an:

UCPO • Postfach 1  
1211 Genf 28

PC-Konto Nr. 12-67458-3



## NEIN zum Irak-Krieg!

# Sofortige Verhinderung einer militärischen Eskalation!

## Sofortige Aufhebung

Am 15. Februar werden Tausende von Arbeiterinnen und Arbeitern und Jugendlichen nach Bern reisen, um gegen den Krieg zu demonstrieren. Die Demonstration findet unter Anderem auf Aufruf der SP und der Gewerkschaften statt.

Seit dem Tag, an dem die Administration von Präsident Bush den Krieg beschlossen hatte, nahmen die Arbeitnehmerorganisationen eine wichtige Rolle ein. So erklärte zu Beispiel die Parlamentsfraktion der SP: „[...] Deshalb lehnt die SP-Fraktion einen Krieg gegen den Irak unter allen Umständen entschieden ab. Die von der US-Regierung vorgebrachten Kriegsgründe sind nicht annehmbar.“ (Pressecommuniqué vom 8.2.2003).

Die Ablehnung dieses Krieges zeigte sich auch in der spontanen Demonstration von gegen 4'000 Jugendlichen und jungen Menschen am 31. Januar in Genf, die den Widerstand einer ganzen Generation gegen den Krieg aufzeigt.

Für die Jugendlichen, aber auch für die Arbeitnehmerorganisationen gibt es keinen legitimen Grund, den Irak anzugreifen! Für den Grossteil der Schweizerinnen und Schweizer und für die Bevölkerung aller Europäischen Länder sind die „vorgebrachten Kriegsgründe nicht annehmbar“. Ein Angriff der Regierung Bush auf den Irak darf – mit oder ohne UNO-Unterstützung – nicht stattfinden! Und überhaupt: Was würde

### Editorial

## Der Krieg und die Rolle der ArbeiterInnenbewegung

von Alexandre Anor

sich für die Irakische Zivilbevölkerung ändern, wenn der Angriff von der UNO unterstützt würde?

Den Arbeiterinnen und Arbeitern, der Bevölkerung insgesamt, geht es um den Frieden. Mit der Demonstration vom 15. Februar werden europaweit Zehntausende (wenn nicht Hunderttausende) von Menschen eine Brücke zu den amerikanischen Arbeiterinnen und Arbeitern schlagen, die diesen Krieg ebenfalls ablehnen. Am 11. Januar 2003 haben die 4 grossen Gewerkschaften der USA eine Koalition *US Labor Against War* (amerikanische ArbeiterInnen gegen den Krieg) gegründet und setzen damit ein noch nie dagewesenes Zeichen. Über 4 Millionen amerikanische ArbeiterInnen sind gegen diesen Krieg! In ihrem Engagement gegen die von der Regierung Bush angestrebten Gewalt-

eskalation erklärte die Docker-Gewerkschaft von San Francisco: „Wir wollen diesen Krieg aufhalten, bevor er anfängt. Die Gewerkschaftsführer haben die Pflicht, die Arbeiterinnen und Arbeiter zu informieren. Die ersten Opfer dieses Krieges werden Töchter und Söhne der Arbeiterklasse sein!“

In den USA und in „good old Europe“ sagen die Menschen NEIN zu diesem Krieg. Deshalb hat die Internationale Verbindung der ArbeitnehmerInnen und Völker (IAV) an ihrer Krisenkonferenz gegen den Krieg vom 23. und 24. Januar in Paris beschlossen, ein Komitee „Internationale ArbeiterInnenbewegung gegen den Krieg“ zu gründen.

Die Konferenz hat ein Manifest nach dem Vorbild von *US Labor Against War* verabschiedet: „Ja, der richtige Platz der ArbeitnehmerInnenorganisationen jedes Landes ist an der Spitze der Antikriegsbewegung. Gegen diesen Krieg zu sein heisst sich einzusetzen für Soziale Gerechtigkeit und die Rechte der ArbeiterInnen.“ Auch in der Schweiz ist es die Aufgabe der ArbeitnehmerInnenorganisationen, den Kampf gegen den Krieg anzuführen. Deshalb möchten wir die Initiative der Internationale Verbindung der ArbeitnehmerInnen und Völker bekannt machen und alle anderen Initiativen gegen diesen Krieg unterstützen ; um diesen aufzuhalten bevor er anfängt !

## Manifest des Komitees "Internationale Arbeiterbewegung gegen den Krieg"

**S**chon heute leiden die ArbeitnehmerInnen und Völker unter den Auswirkungen des Unterdrückungs- und Ausbeutungssystems, das auf dem Privateigentum an den Produktionsmitteln beruht: von Hunger, Elend, Arbeitslosigkeit, Kinderarbeit, Epidemien, Kriegen. Jetzt blicken sie mit täglich wachsender Besorgnis auf die Entwicklung im Nahen Osten.

### Krieg oder Frieden?

Das ist die wichtigste Frage. Der Krieg, den die Bush-Regierung unterstützt von vielen Regierungen in der ganzen Welt und von den internationalen Institutionen (UNO, IWF, Weltbank, WTO) gegen den Irak vorbereitet, ist nicht irgen-dein Krieg.

Wir, Delegierte von Arbeitnehmerorganisationen aus Deutschland, Belgien, Spanien, Frankreich, Großbritannien, Griechenland, Italien, Portugal, Rumänien, Ukraine, Jugoslawien, Südafrika, Algerien, Burkina-Faso, Burundi, Kamerun, Tschad, Tunesien, Brasilien, USA, Guadeloupe, Martinique, Bangladesch, Indien, Sri Lanka, haben uns heute am 24. Januar 2003 auf einer Internationalen Alarmkonferenz gegen Krieg und Ausbeutung versammelt. Grußbotschaften zur Unterstützung der Konferenz haben wir aus Korea, Hongkong, Pakistan, Kongo, Marokko, Chile, Costa Rica, Ecuador, Mexiko und der Schweiz erhalten. Die Konferenz fand auf Initiative der Internationalen Verbindung der ArbeitnehmerInnen und Völker (IAV) statt. Wir führen in unseren Ländern den Kampf für die Verteidigung der sozialen, demokratischen und Arbeitnehmerrechte und der Unabhängigkeit der Arbeitnehmerorganisationen. Wir haben über die Situation diskutiert. Auf der Grundlage der

Tatsachen sagen wir mit allem Nachdruck, dass alles Gerede, der sich anbahnende Krieg die Verteidigung der Freiheit und der Demokratie, nichts mit der Realität zu tun hat.

■ Ein Krieg gegen den Irak ist v.a. ein Krieg für Öl; Irak hat die zweitgrößten Ölreserven der Welt.

■ Ein Krieg gegen den Irak wäre ein Krieg nicht für die Demokratie und Freiheit im Irak, sondern gegen die nationale Unabhängigkeit und Souveränität. Tatsächlich sagt die Konferenz der "irakischen Opposition", die unter amerikanischer Kontrolle in London stattfindet und mehrheitlich aus Ayatollahs bestand, in ihrer Schlussklärung, dass der zukünftige irakische Staat ein islamischer Staat werden soll, dessen Verfassung von der Scharia inspiriert sein soll. Sie geben vor, den Irakern die "Demokratie" zu bringen. Die schon fertigen Verfassungsentwürfe würden aber den Irak um Jahrhunderte zurückwerfen. Das würde auch in allen Ländern geschehen, in denen im Namen des vorbereiteten Krieges und des angeblichen "Kampfes gegen den Terrorismus" die Angriffe auf die Freiheiten und die Demokratie immer zahlreicher werden.

■ Ein Krieg gegen den Irak wäre ein Krieg zur Zerstückelung der Nationen. Die offiziellen Pläne für Iraks Zukunft "nach dem Krieg" sehen die Teilung der irakischen Nation in 4, 6 oder 7 Zonen vor, jeweils unter den Vorwänden von "ethnischen", "religiösen" usw. Kriterien gebildet.

In der ganzen Welt will der internationale Imperialismus gegen die Völker, die ihren Willen bekräftigen, freie und souveräne Nationen zu bilden, die Zerschlagung der Nationen durchsetzen. Es trifft den Irak, aber auch Nationen in Afrika, in Asien, in Lateinamerika, in

27 jugoslawische Gewerks-

chaftsvertreter, die ihrem Delegierten zu unserer Konferenz das Mandat gegeben haben, warnen uns in ihrer Botschaft:

"Wir, Arbeitnehmer vom Balkan, haben in den letzten zwölf Jahren die bittere Erfahrung des Krieges gemacht. Hunderttausende Tote, Millionen Flüchtlinge, Zerstörung der Städte und Wirtschaftskapazitäten, diensteifrige Regierungen an der Spitze von winzigen, zersplitterten 'National'-Staaten – das sind die Folgen im ehemaligen Jugoslawien. Durch diesen Krieg wurden viele unserer sozialen und politischen Errungenschaften zerstört."

Das trifft zu auf Europa. In einem Augenblick, in dem im Namen des "Europa der Regionen" die europäischen Nationen zerschlagen werden sollen, prangert US-Verteidigungsminister Donald Rumsfeld Frankreich und Deutschland als das "alte Europa" an. Das "neue Europa" ist nach Bush dasjenige, in dem die acht Länder Mitteleuropas, die für die EU-Ost-Erweiterung zugelassen wurden, zunächst Mitglieder in der NATO wurden: das ist also ein in die NATO integriertes Europa, das durch die NATO in den Krieg hineingezogen wird.

### Was ist ihre Absicht?

Die Teilung des Irak in sieben "Staaten" würde die Plünderung der Ölquellen leichter machen, als wenn eine vereinte, souveräne irakische Nation existiert! (Die Konsequenzen dieser Politik haben wir bereits in Somalia, in Afghanistan... gesehen. Die Nation wurde zerstückelt, es gibt keinen Staat mehr, und die Bevölkerung zerreißt sich in einem endlosen Krieg.) Die Zerstückelung des Irak wird den Zerfall aller Nationen in der Region einleiten. Niemand ist davor geschützt: von der

Türkei bis Afghanistan, von Syrien bis zu den Republiken Zentralasiens. Das ist ein Prozess, von dem niemand vorhersagen kann, wann und wo er endet.

Wenn Frankreich oder Deutschland in Regionen zerfallen, würde die Infragestellung sämtlicher von den ArbeitnehmerInnen im Rahmen der Nation erkämpften Rechte erleichtert: der Arbeitnehmerrechte, Tarifverträge und sozialen Sicherungssysteme! Diesen Krieg will der Imperialismus beginnen, um die Nationen in der ganzen Welt aufzulösen, damit er die Arbeiterschaft überausbeuten und die natürlichen Reichtümer der Länder an sich reißen kann.

Und warum geschieht all das? Wie wir wissen, geht es um die Umsetzung der Pläne des IWF, der Europäischen Union, der Weltbank, der WTO, des NAFTA-Vertrages (und was ganz Amerika angeht, der drohende FTAA-Vertrag). Und alle diese Pläne werden von den Interessen des Unterdrückungs- und Ausbeutungssystems diktiert, das auf dem Privateigentum an den Produktionsmitteln beruht.

Das von der Bush-Regierung offen verkündete Ziel heißt: der langandauernde Krieg im Namen des Kampfes gegen den Terrorismus. Gestern traf er Afghanistan, heute ist der Irak an der Reihe, und welches Land, welches Volk wird er morgen treffen? Diese Pläne dienen als Mittel, um die Deregulierung, Privatisierung, die Angriffe auf alle Rechte und die Entindustrialisierung durchzusetzen. Und außerdem wollen sie die Arbeitnehmerorganisationen in diese zerstörerische Politik einbinden!

### Die Völker sagen "Nein zum Krieg!"

Die Ergebnisse kennen wir schon: Zwei Milliarden Menschen fristen mit weniger als

## Manifest des Komitees "Internationale Arbeiterbewegung gegen den Krieg"

einem Dollar täglich ihr Leben, und laut der WHO werden in den nächsten Jahren 40 Millionen Afrikaner an Aids sterben. Alle Länder in Afrika, Lateinamerika, Asien, Osteuropa brechen unter der Last von Auslandsschulden zusammen, für deren Zinsen sie oft über 40% ihres nationalen Haushalts zahlen müssen.

**Wir stellen fest: weltweit erheben sich immer weitere Völker, um "Nein zum Krieg" zu sagen!**

Wir wurden über die Resolution informiert, mit der jetzt am 11. Januar in Chicago (USA) das Bündnis "US Labor Against War" von Gewerkschaftsvertretern, die über 2 Millionen Mitglieder repräsentieren, gegründet wurde. In dieser Resolution wird betont: "In Erwägung, dass die Gewerkschaftsmitglieder und -verantwortlichen sich verpflichtet haben, die gesamte arbeitende Bevölkerung über die Fragen zu informieren, die ihr Leben, ihre Arbeit und ihre Familien betreffen und sich in der nationalen Diskussion über diese Fragen Gehör zu verschaffen; in Erwägung, dass die Hauptleidtragenden jeder militärischen Aktion im Irak sowohl die Kinder der Arbeitnehmerfamilien sein werden, die ihren Militärdienst machen, als andererseits die unschuldige irakische Zivilbevölkerung, die schon so viel erleiden musste; in Erwägung, dass wir uns in keinerlei Gegnerschaft zu den Frauen, Männern und Kindern der breiten arbeitenden Bevölkerung im Irak noch in irgendeinem anderen Land empfinden; in Erwägung, dass die Milliarden Dollar für die Organisation und Durchführung dieses Krieges unseren Schulen, Krankenhäusern und unserem sozialen Sicherungssystem entzogen werden; in

Erwägung, dass der Krieg als Vorwand genommen wird, um die demokratischen und Arbeitnehmerrechte, die Rechte der Einwanderer und die Menschenrechte im Inland anzugreifen..."

Unsere Kolleginnen und Kollegen der amerikanischen Arbeiterbewegung zeigen einen Weg, der der internationalen Arbeiterbewegung eine Anregung geben soll. Ja, die Aufgabe der Arbeitnehmerorganisationen in jedem Land muss es sein, sich an die Spitze der Mobilisierung gegen den Krieg, d.h. für soziale Gerechtigkeit und die Arbeitnehmerrechte, zu setzen. Wir für unseren Teil beschließen, gemeinsam das Komitee "Internationale Arbeiterbewegung gegen den Krieg"

zu gründen.

Unser Komitee richtet sich gegen niemanden, gegen keine Organisation und keine Antikriegs-Initiative. Wir wollen einen Beitrag leisten, um die Anstrengungen zu vereinen. Nichts ist wichtiger als der Frieden.

Mit der Gründung unseres internationalen Komitees treten wir ein:

für den sofortigen Stopp der militärischen Eskalation gegen den Irak

für die sofortige Aufhebung des Embargos und der Sanktionen, unter denen das irakische Volk leidet

für die Streichung der Militäraushalte und die Verwendung dieser Gelder für friedliche Zwecke, für die sozialen Sicherungssysteme und das

Bildungswesen

für die Auflösung der Militärbasen weltweit und die Rückkehr aller Truppen in ihre Heimatländer für die Respektierung der Einheit und Souveränität der Nationen, gegen jede Form der „Einmischung“ wie auch immer, die auf die Zerstückelung der Nationen abzielt für die Einheit der ArbeitnehmerInnen und Völker. Denn nur so können die mörderischen Pläne verhindert werden, welche die ganze menschliche Zivilisation gefährden.

Adresse: Roberto Tornamira  
[rtornamira@madrid.ugt.org](mailto:rtornamira@madrid.ugt.org)  
et Luis González  
[luisgon@arrakis.es](mailto:luisgon@arrakis.es)

## Brief an die Eisenbahner, welche die Internationale Eisenbahnerkonferenz gegen die Privatisierungen vorbereiten

**A**ls Delegierte auf der Internationalen Alarmkonferenz gegen den Krieg, die auf Initiative der Internationalen Verbindung der ArbeitnehmerInnen und Völker am 23./24. Januar 2003 in Paris stattfand, wenden wir uns an alle, die die Internationale Eisenbahnerkonferenz gegen die Privatisierungen unterstützen und vorbereiten. Diese Konferenz findet am 26./27. April 2003 in Frankreich statt. Delegationen aus ca. 15 Ländern haben sich schon angekündigt. Während auf Befehl der Bush-Regierung und der europäischen Regierungen, die sie unterstützen, die Kriegsvorbereitungen gegen das irakische Volk intensiviert werden, hat

das Europaparlament das zweite „Eisenbahnpaket“ beschlossen. Das enthält: die EU-Richtlinien für die Öffnung des Personenverkehrs für den Wettbewerb, die Einrichtung der Europäischen Bahn-Agentur, die den Auftrag hat, die Abstimmung des grenzüberschreitenden Bahnverkehrs und die Zuteilung von Strecken an die privaten Bahnunternehmen zu organisieren.

Wir bitten alle, die die Internationale Eisenbahnerkonferenz gegen die Privatisierungen vorbereiten und unterstützen, in jedem Land Vorbereitungstreffen zu organisieren, Unterschriften für den Aufruf zu gewinnen und die notwendigen Gelder für die Reise der Delegationen zu

sammeln.

Für die Verteidigung der nationalen Dienstrechte und Tarifverträge der EisenbahnerInnen, ihres sozialen Sicherungs- und Rentensystems

Für die Verteidigung ihrer Rechte (v.a. des Streikrechts) Gegen die Privatisierung der Eisenbahn

Für die Renationalisierung der schon privatisierten Unternehmen

Gegen Krieg und Ausbeutung, gegen die Deregulierungspolitik

Lasst uns den vereinten Widerstand organisieren!

Klaus Schüller  
(Deutschland)  
Jean-Jacques Melloul  
(Frankreich)